

ARCEP

CONSULTATION PUBLIQUE

*La situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques
et leur régulation éventuelle*



Question 1 : Les acteurs sont invités à décrire les infrastructures de génie civil dont ils sont propriétaires ou exploitants. Quelles sont les principales caractéristiques de ces infrastructures (topologie, matériaux employés, dimensionnement, etc.) ? Ces caractéristiques diffèrent-elles selon les dates d'installation, leur localisation, le type de réseau filaire déployé ?

La Communauté Urbaine du Grand Nancy est propriétaire de fourreaux de génie civil pour divers réseaux communautaires (circulation, éclairage public, métrologie de l'hydraulique urbaine et RMT). Elle a constitué un service spécifique de gestion des conduits qui permet de mutualiser les ouvrages de génie civil afin de favoriser le déploiement des différentes extensions de la fibre optique communautaire (RMT).

Elle procède, pour le délégataire de service public en charge de l'exploitation de la fibre, à la pose d'ouvrages de génie civil dans les zones d'activités en FTTH pour la mise en œuvre d'extension sous la forme de réseaux PON.

La Communauté pose spécifiquement 3 Ø 90 et une chambre L2T tous les 300 mètres pour les infrastructures primaires, la desserte est effectuée par 3 Ø 45 à partir de chambres regroupant 5 parcelles environ.

Ce référentiel technique élaboré en concertation avec France Télécom dans le cadre de la conclusion d'une convention de réciprocité pour le passage des réseaux de la collectivité et de France Télécom dans les conduits appartenant à l'autre partie.

Question 2 : Les acteurs sont invités à transmettre à l'Autorité les offres et les contrats de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client (notamment dans le cadre de la cession des réseaux du plan câble). Les caractéristiques des offres précédemment décrites sont-elles exactes ? Quelles sont les offres de mises à disposition de génie civil autres que celles mentionnées ?

La Communauté Urbaine a élaboré plusieurs documents. :

- convention d'occupation réciproque de conduits avec France Télécom : la Communauté met à disposition de l'opérateur ces conduits (construction nouvelle) et l'opérateur agit en réciprocité à un tarif convenu,
- convention de mise à disposition de passage dans les fourreaux avec tous opérateurs et Numéricable (réseaux de l'ancienne SEM Câble),
- convention de mise à disposition de passage dans les fourreaux communautaires pour la société TUTOR, délégataire du service public d'exploitation de la fibre optique communautaire (RMT).

Les tarifs de location sont de 1,75 €/m linéaire TTC en cas d'occupant multiple et 3,45 €/m linéaire si l'opérateur est seul.

Pour France Télécom le tarif est de 0,25 €/m linéaire dans les zones d'habitations et 0,60 € dans les zones d'activités.

Pour les réseaux de l'ancienne SEM Câble, les conduits sont loués à un tarif de 0,53 €/m linéaire pour les réseaux existants à la date de la cession à Numéricable (2005).

P.J. contrat en annexe

Question 3 : Quelles sont les contraintes d'utilisation des galeries visitables des réseaux d'assainissement pour l'installation, l'exploitation et la maintenance d'un réseau de boucle locale ?

Pour quelle raison les opérateurs ayant choisi de déployer leur réseau dans les égouts visitables à Paris ont-ils retenu cette solution ?

Cette solution est-elle équivalente à la possibilité d'avoir accès au génie civil d'un opérateur tiers ?

La Communauté Urbaine a instauré un tarif pour l'utilisation du réseau d'assainissement. Cependant, aucune mise en œuvre n'a eu lieu à ce jour. Il convient de noter que le service exploitant a émis de nombreuses réserves sur la présence de ces câbles, compte tenu des obstacles à l'écoulement des eaux.

Il y a donc nécessité d'évolution du code de la santé publique pour permettre l'utilisation des réseaux d'assainissement

Question 4 : Les acteurs sont invités à formuler des observations sur cette délimitation de marché. Quelles sont les alternatives au génie civil des opérateurs de communications électroniques, notamment au niveau des adductions ?

Quelles sont les possibilités d'utilisation des appuis aériens en zone urbaine ?

Le marché du génie civil est-il local ou national ?

Il convient de dissocier les passages dans le domaine public routier du domaine public non routier car dans ce dernier il n'y a aucun droit de passage des opérateurs.

La seule possibilité pour le passage des opérateurs de télécommunication électronique pour les adductions, consiste à partager celles-ci avec les opérateurs actuels, ou à créer du nouveau génie civil.

La Communauté Urbaine envisage par ailleurs de réutiliser d'anciennes canalisations de branchement d'eau (en plomb) pour faciliter ces déploiements.

Il n'y a pas de possibilité d'utilisation des appuis aériens en zone urbaine car le plus souvent ces réseaux sont enfouis. Cependant, on peut imaginer un partage des supports à des conditions qui restent à définir.

En conclusion, il semble que le marché du génie civil soit purement local, cependant les règles d'occupation, de partage et les conditions financières peuvent répondre à une réglementation ou des principes nationaux.

Question 5 : Les acteurs sont invités à compléter et corriger ces données. Le périmètre est celui de la boucle locale. Ceci inclut les adductions dans le cas de réseaux pénétrants.

Pour la Communauté Urbaine du Grand Nancy, il convient de dissocier le réseau de génie civil de l'ancienne SEM Câble (140 km) qui possède des adductions privatives du reste des infrastructures de génie civil (350 km) pour lesquelles les pénétrations sont partagées avec France Télécom.

Question 6 : Les acteurs sont invités à compléter le tableau ci-dessous pour les contrats et les offres de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client. Il s'agit des volumes d'échange relatifs à ces offres et contrats.

Pour la Communauté Urbaine le linéaire de fourreaux loués à deux opérateurs RCE est de plus de 250 km, représentant un chiffre d'affaire de plus de 230000 € HT.

***Question 7 : Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur cette analyse de la puissance. Quel rôle les infrastructures de génie civil des réseaux câblés hors plan câble sont-elles amenées à jouer ?
Quelles sont les possibilités effectives d'utilisation des techniques de génie civil allégé ?
Quels sont les obstacles à la réalisation de nouvelles adductions ?***

Il est indéniable que France Télécom dispose d'infrastructures de génie civil prédominantes au niveau national.

Les infrastructures de génie civil des réseaux câblés, hors plans câbles, constituent des alternatives de passage quand la collectivité a pris la précaution de ne pas donner une clause d'exclusivité à son opérateur.

Concernant les techniques de génie civil allégées, il est possible que les règlements de voirie ne permettent pas leur déploiement dans tous les sites car la faible profondeur à laquelle ces réseaux sont implantés peut générer des contraintes et des risques pour les réseaux lors de l'implantation de divers mobiliers (abribus, bornes, potelets, ...).

Pour réaliser de nouvelles adductions, il est impératif de disposer de l'accord du propriétaire, de connaître les possibilités de pénétrations et la remise en état des espaces peut constituer un élément de coût important (pavage, espaces verts).

Question 8 : Les acteurs sont invités à livrer leurs observations sur la démarche de l'Autorité tendant à privilégier, dans la perspective du très haut débit, une action sur les fourreaux plutôt qu'une régulation lourde. A quelle condition et dans quelles circonstances une régulation des fourreaux serait-elle pertinente ?

D'autres instruments (ex : séparation fonctionnelle ; accès au réseau très haut débit de France Télécom ou d'autres opérateurs, par le biais d'une régulation asymétrique ou symétrique) seront-ils nécessaires, notamment pour les situations dans laquelle la régulation des fourreaux se révélerait insuffisante ?

Quels seraient les instruments les plus pertinents et dans quel cadre juridique pourraient-ils être mis en oeuvre ?

Une action de régulation au niveau des fourreaux peut être mise en place si, en amont, sont fixées des règles pour le partage des fourreaux du domaine public.

Cette régulation doit être globale et concerner tous les acteurs potentiels du domaine public.

Pur la desserte des bâtiments, il convient de prévoir différentes adaptations en fonction des sites et des configurations rencontrées (saturation, présence ou non de fourreaux de manœuvre, existence de locaux techniques de répartition, ...).

La régulation des fourreaux doit être séparée de la régulation des câbles (plusieurs câbles dans un même fourreau)

Les fourreaux sous voirie qui appartient aux collectivités territoriales (hors autoroutes). Nous sommes donc sous un régime de domanialité publique fondée sur le corpus jurisprudentiel du conseil d'Etat. Ceci emporte que les ouvrages de tréfonds sous voirie publique sont des éléments indetachables de la voirie publique et donc de la domanialité publique qui elle est inaliénable

D'où le régime des permissions de voirie qui à terme emporte retour de pleine propriété à la collectivité publique (la collectivité ne pouvant que concéder la propriété ab-initio de ses ouvrages publiques)

Il est à noter que la CUGN a appliqué cette procédure jurisprudentielle lors de la consolidation du câble pour indemniser Numericable pour la reprise anticipée de l'usage du trefond de voirie

Question 9 : Les acteurs sont invités à commenter les offres actuelles de France Télécom de mise à disposition de génie civil. Ces offres sont-elles adaptées pour un opérateur souhaitant déployer une boucle locale optique ?

Dans quelles conditions géographiques (densité, hauteur du bâti, etc.) les tarifs de location sont-ils compatibles avec de tels déploiements ?

Quels sont les aspects critiques d'une offre de gros d'accès au génie civil ?

Quel est l'état des discussions entre France Télécom et les opérateurs alternatifs sur l'évolution de son offre LGC DPR ?

Les offres actuelles de France Télécom n'ont pas fait l'objet d'une analyse particulière de la part de la CUGN.

Il semble que l'existence d'un réseau neutre de fibres optiques et relié aux NRA de FT mis à disposition de tous les opérateurs résolve en partie ce problème.

Question 10 : France Télécom est invitée à préciser à l'Autorité les modalités d'occupation de son génie civil pour ses besoins propres, et à communiquer un document décrivant les règles d'ingénierie correspondantes. L'occupation du génie civil fait-elle l'objet d'un protocole de cession interne ?

L'occupation du CG ne fait pas l'objet d'un protocole de cession interne.

Il y a eu l'accord de réciprocité d'août 2004 dans les zones d'activités et les zones d'habitat.

Question 11 : Les acteurs sont invités à indiquer quels sont les déterminants des déploiements de réseaux très haut débit. Comment influe la densité de population sur le coût de déploiement ? Quel est le coût maximal par foyer ou par abonné susceptible d'être rentabilisé ? Sur quelle durée de retour sur investissement les opérateurs sont-ils prêts à investir ? En quoi la possibilité d'accéder à des fourreaux peut-elle modifier l'équation économique ?

Dans le cadre de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, la présence de nombreux fourreaux mis en œuvre par les exploitants de réseaux (éclairage public, signalisation) a permis de mutualiser l'usage de ceux-ci et c'est ainsi que la fibre optique communautaire a pu être déployée à un coût de génie civil très fortement diminué.

Actuellement la mise en œuvre quasi spécifique, lors des travaux de restructuration de voirie de conduits pour les réseaux RCE, permet d'envisager des déploiements ultérieurs d'autres fibres.

La Communauté a engagé aussi, dans le cadre de sa compétence de distribution du gaz, une démarche en vue de récupérer les conduites abandonnées par ce concessionnaire. De plus, lors de la pose de nouveaux réseaux d'eau et d'assainissement, un conduit est généralement posé, ceci permet une mutualisation à terme et diminue les coûts de génie civil.

Le coup dur du génie civil concerne l'accès au bâtiment pour lequel les conduits antérieurement posés sont, soit suffisants, soit saturés par France Télécom et/ou les opérateurs de réseaux câblés.

La gestion centralisée des conduits permet de connaître les disponibilités théoriques de passage qui doivent être validées lors d'un repérage sur place.

Question 12 : Les acteurs sont invités à commenter ces différentes obligations. Sont-elles nécessaires ? Sont-elles suffisantes ?

France Télécom doit faire droit aux demandes raisonnables d'accès au génie civil de desserte des habitations. Le critère de partage doit être de non discrimination, la publication d'une offre de référence permet d'assurer une transparence la plus totale.

Le détail des coûts est nécessaire, cependant il reste à obtenir le détail des coûts de maintenance que France Télécom semble majoré

Question 13 : L'Autorité invite les acteurs qui le souhaitent à formuler dès à présent des propositions quant aux principales caractéristiques de l'offre de gros qui leur paraîtrait pertinente.

La communauté urbaine fera parvenir ultérieurement quelques réflexions plus détaillées sur le sujet

***Question 14 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur ces différents scenarii. Quels sont les avantages et inconvénients de chaque scénario ?
Quel scénario paraît le plus solide juridiquement ?
Quels autres scenarii pourraient être envisagés ?***

Parmi les 4 scénarios, la mutualisation en pied d'immeuble est indispensable. La mutualisation dans les locaux privatifs est bien sûr souhaitable mais il y a lieu de regarder la mutualisation de la libre en priorité.

En synthèse la Communauté Urbaine du Grand Nancy apportera des contributions complémentaires plus détaillées prochainement